

OO/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2011- 1103 /PRES
promulguant la loi n° 035-2011/AN du
08 décembre 2011 portant habilitation du
Gouvernement à autoriser par voie
d'ordonnance la ratification des accords de
financement des appuis budgétaires conclus
entre le Burkina Faso et les partenaires
techniques et financiers.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU la lettre n° 2011-086/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 21 décembre 2011 du
Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi
n°035-2011/AN du 08 décembre 2011 portant habilitation du Gouvernement à
autoriser par voie d'ordonnance la ratification des accords de financement des
appuis budgétaires conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et
financiers ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n°035-2011/AN du 08 décembre 2011 portant
habilitation du Gouvernement à autoriser par voie d'ordonnance la
ratification des accords de financement des appuis budgétaires conclus
entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 30 decembre 2011





BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE

QUATRIEME LEGISLATURE

LOI N° 035-2011/AN

**PORTANT HABILITATION DU GOUVERNEMENT A
AUTORISER PAR VOIE D'ORDONNANCE LA RATIFICATION
DES ACCORDS DE FINANCEMENT DES APPUIS
BUDGETAIRES CONCLUS ENTRE LE BURKINA FASO ET LES
PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n° 001-2007/AN du 04 juin 2007,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 08 décembre 2011
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est habilité à autoriser par voie d'ordonnance la ratification des accords de financement des appuis budgétaires signés entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

Article 2 :

L'habilitation accordée couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Article 3 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 08 décembre 2011

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président



Le Secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, which appears to be 'Pagari Christophe LOMPO'.

Pagari Christophe LOMPO